

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Loi travail : retour sur 4 mois de débat

La relecture des notes d'opinion et courriers des derniers mois éclaire rétrospectivement le cheminement des représentations de l'opinion sur la loi travail.

1. Le plus frappant est de voir à quel point les perceptions de l'opinion ont été, tout au long de ces quatre mois, déconnectées à la fois du récit médiatique et des sujets qui accaparaient l'attention politique. Ce type de décalage est fréquent, mais a atteint là des ampleurs peu vues.

- *Ce que les médias* ont raconté s'est pour l'essentiel résumé à une succession de rapports de force : le gouvernement contre sa majorité, puis le gouvernement contre la rue, puis Valls contre la CGT, puis la CFDT contre la CGT, puis le gouvernement contre les casseurs, etc. Les acteurs changeaient chaque semaine, mais l'objet réel de la dispute restait difficile à saisir (à part un fantomatique « article 2 » dont rien de concret n'a réellement permis de s'en approprier le sens – ni en positif ni en négatif). Les politiques ont semblé pareillement s'écharper sur des sujets qui n'avaient pas toujours un objet, paraissant plus aux yeux de l'opinion dans d'habituels jeux de postures (nourris par l'annonce des primaires) ou des réflexes d'opposition politique.

- *Les représentations des gens* n'ont pas bougé d'un iota depuis février. Les verbatims de ces dernières semaines sont extraordinairement identiques à ceux d'il y a quatre mois. Les peurs, immédiatement, se sont cristallisées sur des sujets qui n'existaient pas dans la loi ou étaient caricaturés : « le licenciement pour tous » et « gagner moins » (heures supplémentaires). Et surtout, le sentiment ultra-dominant d'un « recul », « retour en arrière », « détricotage », « dégradation », ne s'appuyant la plupart du temps sur rien de précis, mais qui écrasait tout. Jamais nous n'avons réussi à calmer ces angoisses, recadrer le débat, faire dévier les représentations, parler des autres sujets (formation, CPA, ...). Les Français ont été imperméables à l'essentiel de ce qui a pu se dire dans les médias ou au Parlement. Ils se sont forgés un récit dont ils n'ont pas bougé.

- *Pour notre part*, nous avons zappé les premiers jours entre plusieurs récits sans en fixer vraiment un : une loi pour l'emploi - plus de flexibilité contre plus de sécurité / ou une loi pour le dialogue dans l'entreprise / ou bien une loi pour changer de modèle - le travail change, les mutations sont là, le cadre juridique se doit d'évoluer / une démarche radicalement nouvelle / ou la poursuite de la démarche de progrès social etc... Puis avons essentiellement réagi à l'actualité.

2. Faute d'avoir imposé notre propre cadrage, les gens ont inscrit cette loi dans un récit déjà existant – il fallait bien lui donner du sens. Ils ont choisi le plus massif, celui qui fait résonner presque toutes leurs craintes : le récit de la précarisation continue du travail depuis 20 ans, de l'agonie progressive de notre modèle social, d'un cycle inexorable de détricotage des acquis et des protections qui semble ne pas avoir de fin.

Il faut interroger les raisons de la colère, des emportements, des blessures ressentis. Ce sont des sentiments puissants, qui ne se déclenchent que quand quelque chose de fondamental est touché. S'ils l'ont été, c'est que cette loi (à travers le prisme que les gens se sont forgés) heurtait violemment les raisons mêmes de l'élection du Président en 2012.

Une des promesses de la gauche et du candidat Hollande était de garantir la survie du modèle social dans un monde de plus en plus libéral, de moins en moins protecteur, où la pression de l'extérieur (qu'il s'agisse de la finance, de la mondialisation à travers sa concurrence impitoyable, ou de l'Europe lorsqu'elle sert de courroie de transmission) *met en danger* des choix essentiels auxquels on tient.

Nous n'avions certes pas, jusque-là, donné le sentiment de remplir parfaitement ce contrat, mais n'avions jamais donné non plus le sentiment inverse. Ni la loi Macron, ni le Pacte de responsabilité ne s'inscrivaient contre ce récit : ils avaient chacun un sens propre, une dynamique à part.

Là, si. Non seulement nous n'avons pas ouvert une nouvelle voie, brisé ce cycle du déclin inexorable, engagé une régénérescence, mais nous avons « entériné », « confirmé », « justifié », « légitimé » (ce champ lexical, récurrent, est très signifiant), bref semblé apposer le sceau de la gauche sur le mouvement auquel sa vocation était précisément de résister.

Le malaise est d'autant plus profond que la France est perçue par les Français dans un moment vraiment charnière. On a ainsi continué à retrouver dans les courriers, même au plus fort de la contestation, la volonté de faire bouger les lignes : la paralysie, la crispation indistincte sur les acquis ou les privilèges reste une autre façon de mettre en danger ce à quoi l'on tient. Or on doutait, déjà, de plus en plus de la capacité de la classe politique (bien au-delà de ce gouvernement) à engager ce changement, à ne pas tourner en rond, ne pas être elle-même paralysée.

La gauche et ce gouvernement représentaient pour beaucoup de ses électeurs « une dernière chance ». Sentiment qui s'est trouvé encore renforcé au cours du débat par l'échec des alternatives radicales (Nuit debout sans suites, manifestations infestées par les casseurs, ...). Si même-elle renonce, reconnaît la défaite, entérine que le seul choix est finalement de se couler dans la continuité de ce qui a mené le pays jusqu'au danger dans laquelle il est ; alors quoi ? Tout est vraiment sans espoir ?

Là est la source du sentiment de trahison, de la colère, la rage froide que l'on a senti monter tout au long de ces mois, toujours mêlée avec un sentiment d'humiliation et de désespoir.

Pour beaucoup de Français sincèrement engagés, qui croyaient à la politique et n'imaginaient pas basculer ailleurs qu'à gauche, nous leur avons brutalement signifié la fin de leurs illusions. Et nous l'avons fait de la plus dure des façons, en donnant le sentiment de ne pas *vouloir* les écouter, donc de *nier* leur malaise. Or un malaise ne disparaît pas parce qu'on le décrète, et prétendre l'éteindre par l'autorité ne fait que rajouter à la violence.

On a vu, dans les courriers, monter des mots à la fois agressifs et désespérés, écrits manifestement avec une plume qui tremble. C'est sans doute le même ressort qui sur le terrain a fait surgir la violence contre les fédérations ou les permanences parlementaires.

C'est en ce sens que la brutalité de la méthode et des postures a été un *adjuvant* au malaise. Mais il n'en est pas la source ni l'explication centrale.

3. Que faire maintenant ? L'épisode laissera indubitablement des traces. Mais nous pouvons encore avoir une capacité à influencer sur la lecture rétrospective de cet épisode.

- Il serait vain de vouloir retourner l'opinion en misant sur une argumentation point par point. Inutile de s'appesantir, en défensif, sur le verrou majoritaire, le rôle des branches, ou les conditions de licenciement. Le problème n'est pas là, il est dans ce que *nous avons voulu faire* à travers cette loi.

- Il y a un besoin, très fort, de mots de compréhensions. Rien ne sera audible si nous continuons à nier le malaise : il faut dire que nous avons écouté, entendu, réfléchi aux doutes des Français. Qu'ils nous ont, sincèrement, ébranlés. Mais que nous voulons leur répondre...

- Sans doute qu'à ce stade, la seule façon d'éviter une cristallisation définitive de ce récit est d'en prendre totalement et de manière assumée le contrepied. Revendiquer la nouveauté radicale de la démarche que nous avons voulu engager. Revenons-en aux sources du malaise. Si notre modèle social paraît fragilisé depuis 30 ans réforme après réforme, *c'est parce que l'on ne se parle pas*. Parce que les décisions sont prises d'en haut, que les concertations ne débouchent le plus souvent sur rien. *Là est la source de la fragilisation ; c'est précisément ce cycle que nous avons voulu briser* : remettre du dialogue partout ; recommencer quelque chose.

C'est l'inverse de ce qui avait été tenté jusqu'à présent. Oui c'est une forme de pari. Mais il fallait un changement. Car le travail change. Chacun sait que nous sommes engagés dans des mutations gigantesques, et que ne rien faire, laisser faire, ou promettre un retour en arrière est la garantie de tomber.

Voilà le sens de ce que nous avons voulu faire. Il fallait renverser deux paradigmes pour engager la renaissance de notre modèle social et reprendre le contrôle, ne plus subir les fragilisations : le premier est qu'il faut se parler, tout le temps, à tous les niveaux. Le second est qu'il faut combattre les insécurités insupportables pour les gens, en apportant de nouvelles protections : on commence avec la formation - le CPA, qui sera la première pierre d'un édifice bien plus grand...

Adrien ABECASSIS